

BÉNI-DOUALA (TIZI-OUZOU)

Rassemblement des citoyens en soutien au jeune kidnappé

Suite à l'appel des comités de village de Béni-Aïssi, ce sont quelque mille personnes, venues de Béni-Douala, qui ont investi le chef-lieu de la commune, en colère et toutes solidaires pour libérer M. Bilek.

Dans l'assemblée, on entendit d'abord un appel au calme et à la non-violence de la part de la famille du jeune kidnappé, M. Bilek, la démarche à suivre pour libérer la victime devant être avant tout pacifique et disciplinée. Les concertations et les débats ont finalement abouti à la tenue d'un sit-in devant le siège de la wilaya de Tizi-Ouzou, aujourd'hui, pour interpeller les autorités sur l'urgence d'agir pour sauver le jeune homme et

rétablir la situation désastreuse de sécurité qui règne dans cette daïra, à l'instar de toute la wilaya. Mettre un terme à ce fléau qui secoue la daïra, plus intensément la commune de Beni-Aïssi, est là le point d'accord de toute cette population.

En effet, le kidnapping de M. Bilek, jeune entrepreneur de 18 ans, en la matinée de mercredi dernier sur la route reliant Béni-Douala à Tizi-Ouzou, n'est pas le premier dans cette localité.

Le dernier en date ne remonte pas à plus de six mois, survenu sur le même itinéraire. La commune s'est soulevée pour la libération d'un citoyen qui, comme bien d'autres avant lui, fut arraché de son véhicule dans un faux barrage. Cet homme, libéré peu après, n'est autre que

l'oncle de l'actuelle victime. En général, cet «ennemi invisible et difficile à identifier» prend en proie des membres de familles riches avant de demander des rançons. C'est dans ce sens qu'un citoyen présent sur place nous rappelle : «C'est un danger réel et toute la Kabylie est

concernée. C'est pour cela que dans nos affiches nous avons fait appel à la présence à ce rassemblement de toutes les communes de la wilaya de Tizi-Ouzou. Nous devons urgemment nous unir, c'est l'affaire de toute la population de Tizi-Ouzou.»

G. Kahina

IDJEUR

Alerte aux bombes artisanales

Les maquis d'Idjeur, au pied de l'Akfadou, dans la daïra de Bouzeguène, à 80 km à l'est de Tizi-Ouzou, font peur aux citoyens qui y faisaient paître leurs bêtes et s'approvisionnaient autrefois en bois de chauffage.

Parsemés de bombes artisanales par les terroristes pour protéger leurs arrières, ces endroits sont devenus infréquentables pour les riverains et les amateurs de randonnées, à moins de vouloir exposer sa vie à un danger certain.

Bien que souvent frappées du sceau de la confidentialité, des nouvelles pas rassurantes du tout pour les riverains de la forêt et leurs bêtes ne cessent de d'alimenter la chronique locale. Et parmi les

victimes figurent également les services de sécurité qui traquent les terroristes dans leurs derniers retranchements. Il y a moins de deux mois, c'est un jeune villageois qui a été mutilé par l'engin de la mort placé sur une piste forestière en amont du village Mehaga.

Au lendemain de l'attaque terroriste ayant causé la mort de 17 militaires entre Azazga et Yakouren, pas très loin de là, un jeune militaire participant à un ratissage a été victime de l'explosion d'une bombe enfouie sous terre.

Vendredi, c'est un bovin qui a sauté sur un engin placé sous le couvert végétal en bois de zen. Les bergers et les bûcherons ne s'aventurent plus dans la forêt, devenue zone interdite.

S. H.

INSFP DE BOUIRA

500 stagiaires en grève illimitée

Les stagiaires de l'Institut national supérieur de la formation professionnelle de Bouira sont en grève depuis dimanche dernier face à l'implacable surdité des responsables, qui jouent sur les mots pour éviter de reconnaître leurs torts.

Les quelque 500 stagiaires de l'INSFP de Bouira, parmi lesquels on compte une centaine d'internes, ont entamé dimanche 8 mai une grève pour dénoncer le manque d'équipement et de matériel ainsi que la mauvaise organisation de l'internat.

Pour ce faire, un groupe autonome de stagiaires a mis en place une plate-forme de revendications légitimes, dont l'équipement des laboratoires en ordina-

teurs et autre matériel nécessaire, la mise à la disposition des équipements de protection pour les spécialités qui le nécessitent.

Concernant la gestion de l'internat, les grévistes réclament la réfection des douches et la dotation des dortoirs en tables et en chaises ainsi que l'amélioration des repas et, enfin, l'aménagement d'une salle de lecture avec accès à l'Internet et d'une cafétéria au sein du centre.

Le directeur de l'institut et le DEFP sont restés sourds aux revendications des grévistes. Pis, le premier n'a pas trouvé mieux que de faire dans l'intimidation.

En effet, selon certains stagiaires qui se sont déplacés dans à notre bureau, il a agressé physiquement un stagiaire qui blo-

quait l'entrée de son bureau, alors que le DEFP, plus rusé, a joué sur les mots en exigeant une rencontre avec une délégation à la condition que cette dernière soit légale et appartienne à un groupe reconnu.

En d'autres termes, le DEFP n'exige rien d'autre que de discuter avec le syndicat reconnu et non avec les grévistes. Ces derniers, rappelons-le, ne sont affiliés à aucun groupe.

Aussi, devant l'évident refus des responsables de trouver un terrain d'entente, les stagiaires de l'INSFP de Bouira ont décidé de poursuivre leur grève jusqu'à ce que les responsables daignent prendre en charge leurs doléances.

Katya Kaci

DJENDEL (AÏN DEFLA)

Sept cas d'intoxication alimentaire dont un décès

Ce jeudi, aux environs de midi, sept personnes d'une même famille, demeurant rue Kerdjadj-Abdallah, à Djendel (Aïn Defla), ont été prises de malaises après le déjeuner, a-t-on appris de source locale.

Alertés, les éléments de la Protection civile se sont rendus sur les lieux pour les évacuer d'abord vers la polyclinique de la ville.

Ces mêmes sources indiquent que 5 d'entre elles ont été transférées vers le service d'épidémiologie de l'hôpital Farès-Hamdane de Miliana. Si trois des personnes

intoxiquées ont été soignées et rejoint leur domicile, la quatrième a été gardée en observation.

On déplore hélas un décès. Il s'agit d'un jeune de 25 ans. Selon les informations que nous avons pu recueillir, c'est la consommation de la mayonnaise qui serait à l'origine de ces intoxications.

On indique que la famille a consommé de la macédoine assaisonnée de mayonnaise. Une enquête a été ordonnée par le parquet de Khemis Miliana.

Dans le cadre de cette enquête, une autopsie devra être pratiquée pour que soient déterminées les circonstances exactes de ce drame.

Cependant, il faut s'attendre à des cas similaires quand on sait que des produits alimentaires périmés (chocolats, biscuits, jus, mayonnaise et autres conserves) sont commercialisés, notamment dans le commerce informel, les citoyens étant attirés par les prix bas pratiqués.

Ces «commerçants» sans foi ni loi, que n'intéresse que le gain facile, ne s'embarrassent d'aucun scrupule et profitent de l'absence totale des éléments chargés du contrôle de la qualité et de la fraude, payés par l'Etat pour protéger la santé des consommateurs.

Karim O.

L'ANP en opération à Béni-Yenni

Hier, vers 17 heures, de fortes détonations ont été entendues à plusieurs kilomètres à la ronde dans la région de Béni-Yenni, à une quarantaine de kilomètres au sud-est de Tizi-Ouzou.

Des détonations d'obus d'armes lourdes, selon plusieurs sources locales, qui augurent le début d'une opération de l'armée dans le massif de Berrekrouche aux environs duquel des mouvements suspects auraient été relevés ces derniers temps.

Selon les mêmes sources, c'est au petit matin d'hier qu'une imposante colonne de l'armée de plus d'une trentaine de camions de transport de troupes a fait son apparition dans la région qui, doit-on le rappeler, a fait l'objet de deux opérations militaires similaires vers la fin de l'année dernière puis il y a moins de trois mois.

Au moins quatre terroristes avaient été neutralisés lors de la première opération alors que le bilan de la seconde demeure inconnu.

M. Azedine

GUELMA

L'asphyxie serait à l'origine de la mort tragique de 2 étudiants

Les corps sans vie de deux jeunes étudiants morts par asphyxie, qui ont à peine dépassé la vingtaine, ont été découverts, ce vendredi, dans une voiture, à l'intérieur du garage appartenant aux parents d'une des deux victimes, dans un quartier de la périphérie de Guelma. Selon les premiers éléments de l'enquête, la piste d'une «mort accidentelle» par négligence est privilégiée.

Les deux jeunes étudiants seraient vraisemblablement décédés des suites d'une inhalation trop importante de gaz toxique émanant du pot d'échappement de la voiture dont le moteur était en marche, nous révèle notre source. Cette découverte macabre a plongé la population guelmie dans l'émoi et la consternation.

Noureddine Guergour

Droit de réponse

Dans votre édition du samedi 14 mai 2011 en page 5, votre collaboratrice Salima Akkouche m'a prêté des propos que je n'ai pas tenus. A une question radiophonique portant sur l'éventualité d'une fin de l'année scolaire en mai, j'ai répondu «qu'il ne faut pas confondre la fin des séances d'enseignement/apprentissage (les programmes scolaires) et la fin de l'année scolaire laquelle est fixée par décret, au 4 juillet, et ce, depuis les années 1960».

Sur un thème aussi important qui a vu la participation/adhésion unanime des syndicats d'enseignants et des représentants des parents d'élèves, il est du devoir de tout un chacun de respecter l'éthique.

Nos écoliers seront les premiers bénéficiaires de cette réorganisation de l'année scolaire qui verra le renforcement de leurs apprentissages scolaires grâce à la relance des activités culturelles, artistiques et sportives.

Ahmed Tessa